

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANTOME DB SAS

avenue du 8 mai 1945
24310 Brantôme En Périgord

Références : FF/Ubd 24-47/016/2026
Code AIOT : 0005205665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement BRANTOME DB SAS implanté Avenue du 8 mai 1945 24310 Brantôme en Périgord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANTOME DB SAS
- Avenue du 8 mai 1945 24310 Brantôme en Périgord
- Code AIOT : 0005205665
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Brantôme DB exploite une station-service de l'enseigne Carrefour Market Avenue du 8 mai 1945, sur le territoire de la commune de Brantôme.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation n'apparaît pas dans un état de propreté satisfaisant, une partie du matériel est détérioré.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 jours
4	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
6	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	45 jours
7	Eau	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Décret du 19/05/2016, article 2016-630	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement et du maintien de la station-service en bon état de fonctionnement et de propreté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 19/05/2016, article 2016-630	
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE	
Prescription contrôlée :	
Rubrique 1435 - Stations-service : installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs :	
Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	Classement
1. Supérieur à 20 000 m ³	Enregistrement
2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Déclaration avec contrôle périodique
Constats :	
Le jour de l'inspection il a été constaté que la station-service, actuellement classée en Déclaration avec Contrôle périodique pour la rubrique 1435, ne comportait qu'un seul îlot.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :	
L'exploitant devra se positionner au regard de la nomenclature ICPE afin de vérifier si la station service est toujours classée à déclaration avec contrôle au titre des ICPE.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée :
<p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4.</p> <p>Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle,</p>

l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : L'installation fonctionne en libre-service sans surveillance. Il n'a donc pas été possible de consulter le dossier ICPE lors de l'inspection, ni le dernier compte-rendu de contrôle périodique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir le dernier contrôle périodique ICPE réalisé par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Implantation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté que l'un des terminaux de paiements sur l'îlot (coté pompe n°2) était cassé. Des fils électriques étaient apparents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant condamnera, dès réception du présent rapport, cette pompe jusqu'à réparation du terminal. L'exploitant justifie que les travaux sont réalisés. L'exploitant procède à la vérification de ces installations électriques et transmettra le rapport à l'inspection des ICPE, sous 45 jours au plus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 jours

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée : - Présentation des rapports d'entretien et de vérification annuels (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'étiquette du système d'extinction automatique présentait une date de dernier contrôle à octobre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira le dernier rapport de contrôle et maintenance du système d'extinction automatique. Si celui-ci date de plus de 12 mois, il fera effectuer sous 30 jours la maintenance / vérification de son système.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Présence : <ul style="list-style-type: none"> d'un dispositif permettant de rappeler aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident ; d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, avec moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est abrité des intempéries ; [...]
Constats : Le jour de l'inspection, il a été procédé, à trois reprises, à un test de l'interphone. Celui-ci n'a pas semblé fonctionner lors des 2 premiers essais. Lors du 3ème, le système semble s'être déclenché sans qu'aucune réponse ne soit apportée. Par ailleurs, les bacs d'absorbants n'étaient pas pourvu de dispositif permettant l'utilisation de l'absorbant (pelle). Dans l'un d'entre eux, la présence de traces d'humidité et de détritux a été constatée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera du bon fonctionnement de l'interphone ainsi que de la possibilité du responsable de la station-service à répondre. Il procèdera au nettoyage des bacs et installera un dispositif permettant d'utiliser l'absorbant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Implantation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : - Présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté un fort encombrement des avaloirs de la station-service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire nettoyer / curer l'ensemble du système d'évacuation sous 45 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 45 jours

N° 7 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépotage ou de distribution
Prescription contrôlée : [...] Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. [...]
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de détritux et d'une quantité de carburant inquiétante dans le bac de dépotage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procèdera au nettoyage du bac de dépotage et vérifiera son étanchéité sous 15 jours. Dans le cas où ce dispositif ne serait pas étanche, il pourra être amené à faire procéder à une

analyse de sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours